

L'UNION EUROPÉENNE ET LE SCANDALE PRISM

Les alliés européens de Washington massivement espionnés par la NSA

L'Agence de sécurité américaine intercepte des dizaines de millions de conversations par jour

►►► Suite de la première page

M^{me} Ashton demandait une « clarification urgente quant à la véracité et aux faits entourant ces allégations ». Un contact a été établi avec Washington, où la direction du renseignement national a promis une réponse par le canal diplomatique.

Les informations du *Spiegel* sont fondées sur des documents confidentiels datés de 2010 et obtenus en partie grâce à Edward Snowden, l'auteur des récentes révélations sur Prism, le réseau de surveillance généralisée des fichiers électroniques des Européens. Elles évoquent des diplomates européens désignés comme « cibles à attaquer », dont les divers échanges et conversations peuvent être espionnés.

Les documents publiés soulignent que des pays européens (France, Allemagne) sont « moins fiables » que la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tous les quatre membres du réseau de surveillance Echelon, un système d'écoute global dirigé par la NSA, créé pendant la guerre froide et élargi ensuite à l'espionnage économique et commercial.

La communication de la Commission se voulait très prudente. Viviane Reding, commissaire à la justice et aux droits fondamentaux a, elle, prôné un gel des négociations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis. « Nous ne pouvons négocier un grand marché transatlantique s'il y a le moindre doute sur le fait que nos partenaires espionnent les bureaux de nos négociateurs », a estimé la commissaire.

« Si les informations sont confirmées, cela créera une situation très grave », estime Karel De Gucht, son collègue au commerce, négociateur en chef avec les Etats-Unis. Mais, selon le commissaire belge, le moment n'est pas venu de suivre des eurodéputés qui, comme Daniel Cohn-Bendit, coprésident des Verts, exigent une suspension de ces négociations de libre-échange, dont le véritable démarrage était prévu le 8 juillet.



Keith Alexander, le directeur de la NSA, auditionné par le Congrès, le 18 juin à Washington. SAUL LOEB/AFP

Les discussions porteront notamment sur les questions de protection des données, sujet conflictuel. Les Etats-Unis espèrent aller vers un dispositif de reconnaissance mutuelle qui garantisse à leurs entreprises de ne pas se voir imposer des règles supplémentaires sur le sol européen. Les Européens s'agacent de l'enlisement de discussions commencées en 2011.

Les ambassadeurs auprès de l'UE devraient tenter, mercredi, de coordonner les réactions et de se concerter sur les questions à poser à l'administration Obama. Un projet serait de désigner un groupe de spécialistes du renseignement, composé d'experts. C'est la solution qui s'était dégagée après les révélations sur Prism, au début du mois de juin, et des conversations avec le gouvernement américain. A ce stade, les experts ne sont pas encore désignés et Washington n'a pas répondu aux diverses interrogations de Bruxelles.

Cette semaine, le scandale devrait animer le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg. Son président, Martin

Schulz, s'est dit « choqué » : pour lui, l'affaire devrait, si elle se confirmait, avoir un « impact sérieux » sur les relations entre les Etats-Unis et l'Europe.

A Bruxelles, les révélations du *Spiegel* confortent des experts dans l'idée que la ville est « la plus écoutée au monde ». Une affaire d'espionnage visant le bâtiment Juste-Lipse, qui abrite les services

Cette semaine, l'affaire devrait animer le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg

du Conseil européen, avait été révélée en 2003. On ignore, à ce stade, s'il s'agit de celle évoquée par Edward Snowden et attribuée à la NSA. Un système d'écoute avait été mis au jour. Des micros auraient été placés dans le bâtiment et auraient permis d'écouter les délégations de divers pays, dont la France. L'enquête des servi-

ces belges n'a pas avancé de conclusions déterminantes, sauf la passivité du Conseil.

En 2006, l'affaire Swift, du nom d'une entreprise basée dans la banlieue de la capitale belge, avait montré que le CIA et le Trésor américain avaient eu accès pendant des années aux informations sur les transactions bancaires mondiales en violation des règles sur la protection des données. Swift avait été soumise à des injonctions américaines au nom de la lutte contre le terrorisme. Européens et Américains avaient enterré la hache de guerre en 2009.

Au début de la décennie, une commission parlementaire belge enquêtant sur le programme de surveillance Echelon avait dénoncé diverses intrusions dans des réseaux belges. Les députés avaient aussi pointé du doigt l'espionnage économique mené par des services britanniques. La Commission européenne était restée discrète sur Echelon. Au Parlement, les différents pays s'étaient neutralisés. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
AVEC PHILIPPE RICARD